

Un an après le début de la pandémie...



Un an après le début de la pandémie du Covid 19, il peut être utile, en ce début d'année 2021, de faire un point.

Tout d'abord, dans la gestion d'une telle crise sanitaire il faut rappeler un point capital : c'est la confiance suscitée par les dirigeants politiques qui permet d'obtenir l'adhésion de la population aux décisions prises. Cette confiance ne se décrète cependant pas, elle se mérite. Avec le recul d'une année, il est possible de faire un constat qui ne souffre aucune contestation : la gestion médiatique et politique de l'épidémie de coronavirus non seulement ne convainc pas les Français mais les a conduits à douter de la sincérité et de la compétence des décideurs. Ce qui a provoqué des comportements d'exaspération et de contestation, voire carrément à présent de défiance à leur égard. Il faut rappeler que l'Etat a pour

première mission de protéger le peuple et son territoire de quelque agression que ce soit : épidémie, mais également catastrophe naturelle ou industrielle, terrorisme, guerre, etc. Il doit donc se préparer à ces éventualités afin de s'y engager le moment venu dans les meilleures conditions. C'est l'objet des plans ou planifications établis et actualisés régulièrement et des stratégies retenues. Mais, qui dit planification et stratégie dit moyens disponibles pour les satisfaire. Sur le plan sanitaire, ces moyens sont constitués en particulier par les moyens individuels de protection : masques, tests, gants, combinaisons. Et par les hôpitaux qui doivent disposer de moyens adaptés. Par ailleurs, des mesures sont édictées, notamment sur la nécessité de contrôler les frontières et sur le rôle du monde médical. Or, depuis le début de la crise du coronavirus, nos dirigeants ont démontré leur incapacité à anticiper et donc leur impréparation à faire face à un tel événement. Ils n'ont cessé de prendre des décisions marquées par des hésitations, des incohérences, des contradictions, puis les mensonges qui ont suivi. S'agissant du manque d'anticipation, il faut rappeler que, selon les confessions au Monde de l'ex-ministre de la Santé, Mme Buzyn, des informations étaient transmises par la Chine dès décembre 2019 ; et étaient communiquées au Premier ministre et au président de la République, sans réaction de leur part. De nombreuses semaines précieuses ont ainsi été perdues. Quant à l'impréparation évoquée, elle est démontrée par l'inadéquation des moyens des hôpitaux et par l'absence des stocks stratégiques en moyens de protection qui constituent les moyens requis impérativement par la planification et la stratégie qui en découle. Il faut, en effet, rappeler que la réduction régulière depuis 2013 des stocks stratégiques des moyens de protection a abouti à une pénurie dramatique dès le début de la pandémie. Ce n'est pas admissible. Et, pour pointer l'irresponsabilité et l'indécence, on ne peut pas passer sous silence un point qui relève du sens de l'honneur ou du sens du devoir qu'on est en droit d'attendre de ceux qui devrait servir l'Etat, et non pas s'en servir pour leurs

propres intérêts. Que dire, en effet, de ce qui ne peut être considéré que comme un abandon de poste au moment le plus critique, comme ce fut le cas de Mme Buzyn pour briguer la mairie de Paris ? Ou du conseiller Santé de l'Élysée dont le poste est resté vacant pendant plus d'un mois ? Il n'y a donc rien d'étonnant à la contestation, voire à la défiance de beaucoup de Français à l'égard du pouvoir exécutif qui, de plus, recourt à de nombreuses mesures liberticides.

Sur le plan thérapeutique, cette crise sanitaire a également provoqué le découragement des Français, et même leur division, du fait du mépris et du sectarisme manifesté par nos dirigeants à l'égard de ceux qui contestent leur gestion de la pandémie. Division entretenue et alimentée d'ailleurs par les désaccords et contradictions des scientifiques et experts eux-mêmes. La stratégie adoptée au début de la pandémie, alors que nous étions en situation d'urgence et que, dans ces circonstances, la priorité c'est de sauver des vies, a privilégié la solution du vaccin « quoi qu'il en coûte ». En s'affranchissant des principales mesures prévues dans la planification, à savoir le contrôle des frontières et l'engagement des médecins de ville. Par idéologie, nos dirigeants ont refusé le contrôle aux frontières. Il est vrai que le virus n'a pas de passeport. On avait simplement oublié de dire au président de la République que ce n'est pas le virus qui possède un passeport, mais la personne qui franchit la frontière. Cela dit, il est incompréhensible d'avoir imposé aux malades de rester chez eux, de prendre du doliprane, de ne pas appeler le 15 ou se rendre aux urgences pour éviter la saturation des hôpitaux. Et on n'interdit pas aux médecins de soigner, car c'est leur rôle. Certains médecins avaient bien compris la situation d'urgence qui leur commandait d'essayer de soigner les malades en combinant certaines molécules existantes, avec des résultats il faut bien le reconnaître. Ils en ont cependant été empêchés. On leur a interdit de prescrire, notamment en s'appuyant sur la fameuse étude publiée dans la revue de référence, The Lancet, qui s'est

avérée être une manœuvre abjecte de désinformation et de manipulation contre l'hydroxychloroquine. D'ailleurs, les auteurs de cette étude méprisante viennent d'avouer leur faute. Le ministre de la Santé s'honorerait donc en reconnaissant son erreur. Car cette stratégie aberrante pose des questions lancinantes : combien de morts sont dus à l'absence de soins au moment de la manifestation des symptômes ? Combien de morts dans les EHPAD sont dus à l'interdiction d'évacuation vers les hôpitaux et à l'administration du Revotril ?

Alors, oui, Il faut saluer la prouesse réalisée en un temps record pour la mise au point de vaccins. On peut cependant comprendre que ce court délai soit une source de questionnements sur la nature nouvelle pour certains d'entre eux, en particulier ceux de conception ARNm, sur leur efficacité – évoquée avec prudence par l'OMS elle-même –, et sur leurs effets secondaires inconnus aujourd'hui car nous n'avons pas de recul. Un autre questionnement légitime surgit avec la diffusion des nouveaux variants du virus : ces vaccins seront-ils adaptés ? C'est pourquoi, puisque nous sommes en guerre, il serait temps de mobiliser toutes les énergies, tous les experts du monde médical au lieu de les opposer et les diviser. Continuer de mener contre certains d'entre eux la censure, les pressions, les menaces, les sanctions n'a aucun sens. Ce n'est pas acceptable et c'est irresponsable. Dans une situation de pandémie comme celle que nous vivons, viser le vaccin, oui. Mais en attendant d'en disposer, il faut, en même temps, permettre d'appliquer dans l'urgence des thérapeutiques alternatives, quitte à lancer des études objectives sur ces dernières. Il n'est pas trop tard d'ailleurs pour le faire. C'est cela qui aurait dû et qui doit être fait, car on ne peut pas laisser un malade sans soins. C'est monstrueux.

Enfin, la gestion de cette pandémie est le révélateur de l'état de notre pays engagé dans le déclin par une classe politique hors-sol et peu soucieuse du bien-être du peuple

français, car livrée aux vents des événements de toutes sortes sans aucune conscience de ses responsabilités. Le début désastreux de la campagne de vaccination en est un autre exemple, couronné par l'appel à des cabinets de conseil étrangers. Et par la création d'un comité Théodule qui n'a aucune légitimité car composé de 35 citoyens tirés au sort, alors que le Parlement est ignoré. Pour terminer, rien ne nous sera épargné, dans le domaine du mépris et de l'indécence par un pouvoir cynique, avec la nomination de Mme Buzyn au cabinet du directeur général de l'OMS, ouvrant ainsi la porte à toutes les interprétations. Récompense ? On a du mal à le croire. Car, pour quel mérite ? En échange de son silence ? C'est déjà plus crédible, en raison de son rôle dans le gouvernement et de la gestion désastreuse du début de la pandémie. Une manœuvre d'exfiltration ? C'est possible, après l'ouverture d'une instruction judiciaire la concernant. Voilà un sujet d'investigation qui devrait passionner tout média non partisan mais animé par la recherche de la vérité. En tout cas, avec la déliquescence de l'Etat depuis le début de cette crise qui témoigne du déclassement de notre pays, la démonstration est faite de l'absence totale du sens du devoir et de l'honneur chez ceux qui sont censés le servir. Nos dirigeants auraient tort de penser que le peuple continuera de tout accepter sans réagir.

Général Antoine MARTINEZ

président des VPF

candidat à la Présidence de la République